

# QUEL IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE SUR LA PRECARITE EN FRANCE ?

Ipsos – septembre 2020

**Secours populaire**

---

Chaque année depuis 2007, le baromètre Ipsos / Secours Populaire de la pauvreté permet de faire le point sur la précarité en France : la manière dont elle est définie et crainte par les Français, mais aussi vécue au quotidien par une partie de la population française. Cette quatorzième vague du baromètre intervient dans un contexte post confinement, mais à l'orée d'une crise économique qui s'annonce majeure. Les mécanismes de protection mis en place, dont le chômage partiel, permettent pour le moment d'atténuer le choc et expliquent la stabilité d'un certain nombre d'indicateurs. Mais jusqu'à quand les Français et en particulier les plus précaires pourront-ils tenir alors que près d'un Français sur trois a subi une perte de revenus en raison de la crise sanitaire ?

## **Pour s'en sortir en France, il faut gagner au moins 1228 euros par mois selon les Français**

Cette année, les Français considèrent qu'une personne seule est pauvre dans un pays comme la France quand elle dispose d'un revenu mensuel net de moins de 1 228 euros en moyenne. Ce montant est en hausse de 35 euros par rapport à l'année dernière, et en augmentation continue depuis cinq ans (+ 174 euros depuis 2015), ce qui signifie que pour les Français, pour s'en sortir il faut toujours plus d'argent.

Or ce seuil est bien supérieur (de 165 euros exactement) au seuil de pauvreté officiel calculé sur la base de 60 % du revenu médian national (1 063 euros en 2018 selon l'Insee). En 2018, plus de 9,3 millions de Français se situaient en dessous de ce seuil de pauvreté officiel. Leur nombre était encore plus important si l'on retient le seuil de 1 228 euros avancé par les Français.

Chaque individu se prononçant en fonction de son environnement, de ses propres conditions de vie et du coût de la vie là où il réside, le seuil de pauvreté moyen varie selon le profil des répondants. Le seuil moyen cité reste plus élevé pour les hommes (1 262 euros contre 1 198 euros pour les femmes), les personnes les plus favorisées (1 281 euros pour ceux dont le revenu mensuel net du foyer est supérieur ou égal à 3 000 euros contre 1 070 euros pour ceux qui perçoivent moins de 1 200 euros), mais aussi les Franciliens (1 338 euros contre 1 204 euros pour les autres régions).

## **Or avec la crise sanitaire, un Français sur trois a subi une perte de revenus**

Si les Français ont le sentiment que pour s'en sortir, il faut chaque année gagner plus, pour un Français sur trois, c'est l'inverse qui s'est produit : 33 % des Français (et 43 % des actifs) ont subi une perte de revenus suite à la crise sanitaire, et ce en dehors même de la période exceptionnelle du confinement, en comparant le mois d'août par rapport au début de l'année 2020.

Dans 16 % des cas, cette perte de revenus a même été importante (23 % des actifs). Elle a été durement ressentie par les moins favorisés : 33 % des ouvriers disent avoir subi une perte de revenus importante, 23 % des personnes dont le revenu mensuel net du foyer est inférieur à 1 200 euros ou encore 23 % des personnes ayant au moins un enfant scolarisé. Les salariés les plus précaires (intérimaires, auto-entrepreneurs, jobs étudiants...) ont été heurtés de plein fouet par la première vague des conséquences économiques de cette crise sanitaire. Même lorsqu'ils étaient protégés par les mécanismes de chômage partiel ou les arrêts de travail pour garde d'enfants, les pertes de revenus engendrées ont été plus difficiles à absorber avec un budget déjà serré.

### **Une période qui a vu les inégalités se creuser**

Pendant la crise sanitaire, une partie des Français a pu mettre de l'argent de côté (48 %), notamment grâce à une réduction de leurs dépenses. Parmi eux, 5 % ont même mis « beaucoup » d'argent de côté (+ 2 points par rapport à l'année dernière, un record même s'il s'agit d'une minorité), en particulier les Franciliens (10 % ; + 5 points), les foyers de cadres supérieurs (15 % ; + 8) et les hommes (7 % ; + 3).

Mais à l'autre bout du spectre, la part des Français qui s'en sortent le plus difficilement, craignant de basculer dans la précarité a augmenté elle aussi. Ils sont désormais 8 % (+ 2 points par rapport à 2019, le record de 2017 étant égalé), et même 25 % dans les foyers dont la personne de référence (anciennement appelée chef de famille) est sans emploi (+ 16 points) ou 13 % lorsqu'il s'agit d'un ouvrier (+1 point). C'est également le cas de 10 % des Français en zone rurale (+ 1 point).

Entre ces deux extrêmes, les choses évoluent peu : 33 % des Français disent que leurs revenus permettent juste de boucler leur budget (- 1 point) et 10 % disent ne pas pouvoir boucler leur budget sans être à découvert (- 2 points mais qui s'expliquent moins par une amélioration que par le fait qu'une partie d'entre eux a basculé dans des difficultés encore plus fortes).

Autre chiffre qui doit alerter : la part de Français qui déclare avoir à un moment de sa vie connu la précarité. Elle est de 38 % (+ 1 point par rapport à l'année dernière), mais cette relative stabilité masque une augmentation plus violente chez les plus fragiles : 66 % des personnes dont les revenus mensuels net du foyer sont inférieurs à 1 200 euros disent désormais avoir déjà connu la pauvreté (+ 4 points en un an) et 48 % des personnes dont le niveau d'études est inférieur au Bac (+ 6 points en un an).

### **Une peur pour soi, mais aussi et surtout pour ses enfants**

Au total, 57 % des Français se sont déjà dit, à un moment de leur vie, qu'ils étaient sur le point de basculer dans la précarité, un chiffre qui a augmenté de 3 points par rapport à l'année dernière (et de 12 points par rapport 2007).

Ils sont d'ailleurs 65 % à avoir une personne proche qui connaît une telle situation, une proportion qui ne recule pas depuis la mise en place de l'indicateur en 2007. Les moins de 35 ans sont même 75 % à avoir dans leur entourage une personne en situation de précarité.

Mais si les Français sont nombreux à craindre pour eux-mêmes, ils sont encore plus inquiets pour leurs enfants : 81 % considèrent que les risques que leurs enfants connaissent un jour la pauvreté sont plus élevés que pour leur génération (+ 2 points par rapport à l'année dernière, en hausse après une baisse continue depuis 4 ans). Parmi eux, 46 % considèrent même que ces risques sont « beaucoup plus élevés ».

La crainte du décrochage scolaire est aussi bien présente : 44 % des parents d'enfants scolarisés pensent qu'avec la crise sanitaire et le confinement, leur(s) enfant(s) ont pris du retard. Dans 15 % des cas, ce retard est jugé irrattrapable (2 % déclarent que leurs enfants ont totalement décroché) ou très difficilement rattrapable (13 %). Ces parents très inquiets de l'impact du Covid sur l'avenir de leurs enfants sont surreprésentés parmi les catégories les plus modestes : 25 % des ouvriers pensent que leurs enfants ont pris un retard très difficile voire impossible à rattraper, contre 10 % des cadres. C'est même le cas de 33 % des parents dont le niveau d'études est inférieur au bac, contre 5 % lorsqu'il est supérieur au Bac. En zone rurale également, les parents se montrent beaucoup plus inquiets (21 %).

L'école à la maison a bien évidemment été vécue de manière différente selon les conditions d'habitation, le niveau d'équipement informatique (présence d'au moins un ordinateur voir de plusieurs si chacun devait pouvoir travailler simultanément, d'imprimante et de cartouche), mais aussi qualité de la connexion internet et la disponibilité et capacité des parents à accompagner leurs enfants. Sans compter que pour rattraper le retard éventuellement pris, les ménages les plus modestes n'ont pas non plus les mêmes ressources (accès à des cours particuliers etc.).

### **Des difficultés financières qui occasionnent des sacrifices, mais jusqu'où et combien de temps ?**

Cette année, seule une minorité de Français sont partis en vacances (43 %). La majorité s'en est abstenue (57 %). Si parmi eux 31 % auraient pu financièrement mais ne sont pas partis pour d'autres raisons, 26 % ne sont pas partis pour des raisons de moyens. Ainsi, 74 % des ouvriers ne sont pas partis (dont 49 % pour des raisons financières), et même 85 % des personnes dont le revenu mensuel net du foyer est inférieur à 1200 euros (dont 62 % par manque de moyens). Les personnes qui ont subi une baisse de revenus importante suite à la crise sanitaire sont une majorité à avoir elles aussi renoncé à partir en congés (66 % ne sont pas partis dont 48 % pour des raisons financières).

Sur les autres postes de dépense, la part de Français qui connaît des difficultés reste significative, mais relativement stable pour le moment : 38 % rencontrent des difficultés pour payer certains actes médicaux mal remboursés par la sécurité sociale (stable par rapport à l'année dernière), pour payer leurs dépenses d'énergie (27 % ; - 5 points par rapport à l'année dernière mais stable par rapport à 2018), 25 % pour payer leur loyer, leur emprunt ou les charges de leur logement (- 3 points par rapport à 2019 mais stable par rapport à 2018), disposer d'une mutuelle santé (21 % ; stable par rapport à 2018). Les difficultés à s'alimenter, de par leur nature et parce qu'elles sont en légère augmentation par rapport à 2018, sont préoccupantes : 29 % des Français ont des difficultés financières pour consommer des fruits et légumes frais tous les jours (+ 2 points par rapport à 2018) et 23 % pour se procurer une alimentation saine leur permettant de faire trois repas par jours (- 2 points par rapport à 2019 mais + 2 points par rapport à 2018).

Cette stabilité apparente s'explique par les mécanismes de protection mis en place (notamment le chômage partiel) et les économies réalisées par une partie des Français pendant le confinement (moins de déplacements, moins de loisirs, moins de restauration à domicile...), y compris les plus modestes.

Mais elle ne doit pas faire oublier les niveaux alarmants des problèmes rencontrés : pour les revenus les plus faibles, ces difficultés sont majoritaires. Ainsi consommer des fruits et légumes frais tous les jours est difficile pour 61 % des foyers dont le revenu mensuel net est inférieur à 1 200 euros (+ 8 points par rapport à 2018), tout comme se procurer une alimentation saine permettant de faire trois repas par jour (57 % ; - 2 points par rapport à 2019 peut être liés au recul de la restauration hors domicile).

Pour une partie de la population française, les difficultés sont telles qu'elles conduisent à des restrictions sur la qualité de l'alimentation : 40 % sont conduits à la faire souvent ou parfois (et même 64 % des personnes dont le revenu mensuel net du foyer est inférieur à 1 200 euros, 52 % également lorsque le revenu est compris entre 1 200 et 2 000 euros). Un Français sur quatre en arrive même à se restreindre sur la quantité de ce qu'il mange pour des raisons financières (46 % des revenus du foyer inférieurs à 1 200 euros) et même à sauter certains repas (14 % des Français, 38 % des revenus les plus modestes). Ces restrictions tant sur la qualité que sur la quantité des aliments consommés sont particulièrement mises en œuvre par les femmes et par les jeunes, avec des conséquences à long terme à craindre en termes de santé (obésité, diabète etc.). Ces privations sont également particulièrement fortes chez les personnes qui ont connu une baisse de revenus importante avec la crise : 43 % d'entre elles déclarent ainsi se restreindre régulièrement (souvent ou parfois) sur la quantité des aliments consommés.

### **Face à ces difficultés, un élan de solidarité indispensable**

Fort heureusement, les Français sont conscients des difficultés rencontrées par une partie d'entre eux. Plus des deux tiers déclarent d'ailleurs être disposés à s'impliquer personnellement pour aider les personnes en situation de pauvreté, dont 25 % « vraiment » et 44 % « un peu ». Les jeunes, qui ont été acteurs de la solidarité pendant le confinement, veulent continuer à s'impliquer : 78 % des 16-24 ans s'y disent prêts, tout comme 75 % des Franciliens.

Cette solidarité est avant tout une entraide de proximité : 38 % des Français disent déjà rendre service à des personnes âgées ou en difficulté de leur voisinage et 30 % supplémentaires souhaitent le faire plus qu'avant la crise sanitaire. Cette situation exceptionnelle a également donné envie à une partie significative des Français de soutenir le travail des associations : 22 % sont déjà bénévoles dans une association et 15 % supplémentaires ont envie de le faire, 27 % soutiennent financièrement une association qui aide les plus démunis et 14 % supplémentaires ont davantage envie qu'avant la crise de le faire.

Cette crise a et continue de bouleverser la vie des Français : 9 % déclarent qu'ils ont déjà changé de vie, qu'ils ont une vie différente d'avant la crise sanitaire, et 32 % en ont envie. Compte tenu des circonstances, il reste à espérer que ces changements de vie contribuent à une plus grande entraide avec ceux qui ne manqueront pas d'être percutés par les conséquences économiques et sociales de cette crise sanitaire exceptionnelle.

### **A propos du Secours Populaire**

*Né en 1945, le Secours populaire est une association à but non lucratif, reconnue d'utilité publique et déclarée Grande cause nationale. Celle-ci est habilitée à recevoir des dons, des legs et des donations. L'association s'est donnée pour mission d'agir contre la pauvreté et l'exclusion en France et dans le monde et de promouvoir la solidarité et ses valeurs. Elle rassemble des personnes de toutes opinions, conditions et origines qui souhaitent faire vivre la solidarité.*

### **Méthodologie**

---

Enquête Ipsos pour le Secours Populaire réalisée par téléphone les 4 et 5 septembre 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 1 002 Français âgés de 16 ans et plus.